



Le CAP 2015 en meeting ce samedi 27 Mai à Lomé

Les quatre partis politiques regroupés au sein du Combat pour l'Alternance Politique (CAP 2015), vont encore se faire entendre ce samedi. Ces partis politiques de l'opposition togolaise organisent ce 27 Mai à Lomé, un meeting d'information sur des sujets liés à l'actualité sociopolitique du Togo.

Le CAP 2015 entend en effet encore une fois remobiliser ses militants et sympathisants autour de ce qui a toujours le plus divisé la classe politique togolaise à savoir la question des réformes politiques, institutionnelles, constitutionnelles et électorales préconisées par l'APG (Accord Politique Global). Le CAP 2015 estime que le statu quo actuel est le résultat du « refus » du Chef de l'Etat de faire ces réformes « faisant ainsi du Togo, le seul pays de l'Afrique de l'Ouest qui n'a pas connu d'alternance politique depuis cinquante années ».

Le dernier « blocage » des travaux de l'examen de la proposition de loi introduite par les partis ANC et ADDI à l'Assemblée nationale, sera naturellement au centre des discussions au cours de ce meeting. Cette proposition de loi porte sur la modification de certains articles de la Constitution. Le CAP 2015 pointe d'un doigt accusateur, les députés du parti Union pour la République (UNIR) du pouvoir, de vouloir empêcher l'aboutissement de ce projet de loi.

Pour le CAP 2015, ce nouveau « *blocage* » est « *une violation de la décision de la Cour constitutionnelle* » qui entre temps, avait rendu une décision demandant à la Commission des lois de l'Assemblée nationale de reprendre l'examen de cette proposition de loi introduite au Parlement depuis juin 2016.

La problématique de la limitation du mandat présidentiel (un mandat de cinq ans renouvelable une seule fois) et l'instauration des élections à deux tours sont entre autres sujets qui préoccupent le CAP 2015.

Au sujet de ces réformes, il faut rappeler qu'il a été mis en place par le gouvernement, une commission de réflexion qui devra proposer un texte de réformes politique, institutionnelle et constitutionnelle qui tiendra compte des réalités togolaises.

Cependant, les membres de cette structure née de l'atelier du Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale (HCRRUN) tenu en juillet 2016, sont boudés par une partie de l'opposition dont le CAP 2015 composé de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC), de la Convention Démocratique des Peuples Africains (CDPA), du Pacte Socialiste pour le Renouveau (PSR) et de l'Union des Démocrates Socialistes du Togo (UDS-Togo).

Cris DADA



Togo/ 04 morts dans l'accident d'une délégation du GF2D



C'est une triste nouvelle qui fait froid dans le dos depuis la soirée de ce mercredi 24 Mai. De retour d'une mission à Atakpamé dans l'Ogou (région des plateaux), une délégation du GF2D (Groupe de Réflexion et d'action Femme, Démocratie et Développement), une organisation de la société civile togolaise, a été victime d'un grave accident de circulation faisant

quatre décès dont celui de Manaf Alfa Boukari, Enseignant chercheur à l'Université de Lomé et acteur de défense des droits de l'homme, également très connu dans le monde de la communication au Togo. « Nous déplorons le décès d'un de nos membres, de sa mère, et de sa fille ainsi que celui d'un des consultants », indique en effet un communiqué du GF2D rendu public par sa secrétaire générale Michèle Aguey.

Selon les informations, l'accident a également fait deux autres blessés qui sont hospitalisés. Pour l'heure, les causes ne sont pas encore communiquées.

Ce jeudi, le siège du GF2D de Lomé, a été envahi par une foule venue exprimer sa tristesse et ses sincères condoléances aux familles éplorées et souhaite un prompt rétablissement aux blessés.

La Rédaction



Togo/ « Feu vert » pour la ratification de l'accord de Paris sur le climat

C'est une importante décision en matière de lutte contre le changement climatique au Togo. Les députés ont voté à l'unanimité au cours de la séance plénière de ce mardi à l'Assemblée nationale, le projet de loi autorisant le Gouvernement à ratifier l'accord de Paris sur le climat adopté le 12 décembre 2015.

Le pays réaffirme ainsi son engagement à lutter contre les changements climatiques et à œuvrer pour un développement humain durable.

Selon le ministre de l'environnement et de la ressource forestière, André Johnson, au terme de l'adoption de cette loi de ratification, le Togo aura en effet le mérite de compter parmi les pays du monde qui affichent leur détermination à atténuer les changements climatiques afin d'épargner aux générations futures, les fléaux de ce phénomène.

Il a expliqué qu'en ratifiant cet accord, le Togo s'inscrit dans une vision de développement durable et s'engage à participer aux efforts mondiaux de lutte contre les changements climatiques par la limitation de la hausse des températures bien en dessous de 2 °C d'ici la fin du siècle.

« Ce faisant, le Togo s'engage à intégrer les préoccupations liées aux changements climatiques dans ses politiques, plans et stratégies de développement et saisir toutes les opportunités qu'offrent les mécanismes financiers et

technologiques mis en place dans le cadre de l'accord de Paris notamment le fonds climat, le transfert de technologie, le renforcement des capacités à travers l'élaboration de projets d'atténuation des émissions de gaz à effet de serre et d'adaptation aux changements climatiques », a fait comprendre le ministre André Johnson.

Il a toutefois signaler que la nature, la complexité de l'envergure planétaire des changements climatiques sont aujourd'hui tel que dans le cadre de la lutte contre ce phénomène, l'action isolée d'un Etat n'a guère de poids mais seule une action concertée de tous les Etats du monde peut aboutir à l'atteinte de l'objectif ultime de convention qui est de stabiliser les concentrations de gaz à effet de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique mondial.

Pour rappel, l'accord de Paris sur le climat est entré en vigueur dans le monde depuis le 04 novembre 2016. Il traduit l'objectif de maintenir le seuil d'augmentation de la température en dessous de 2°C. Il a été signé depuis le 19 septembre 2016 par le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé aux Nations unies, en marge des travaux de la 71^{ème} session ordinaire de l'Assemblée Générale des Nations unies sur les Objectifs du Développement Durable (ODD).

La séance de ce mardi présidée par la 2^{ème} vice-présidente de l'Assemblée nationale, Mme Ihrahima Mémounatou, a été également marquée par l'adoption du projet de loi autorisant la ratification de la Convention sur les privilèges et immunités du Fonds mondial de lutte contre le Sida, la Tuberculose et le Paludisme signé à Lomé le 27 janvier 2016. Cette autorisation va permettre au Togo de consolider son partenariat avec le fonds mondial.

« Dans les deux cas, par ces autorisations de ratification, le Togo bénéficiera aussi bien de l'assistance technique que

financière adéquate pour son accompagnement », a indiqué Ibrahima Mémounatou.

David



Lomé aux couleurs de l'intégration africaine

Terre d'hospitalité et d'accueil, le Togo donne l'occasion aux différentes communautés étrangères vivant sur son territoire d'expérimenter les vertus et les bienfaits d'une intégration entre les peuples. La semaine de l'intégration africaine initiée à cet effet depuis l'année passée est à sa deuxième édition, un cadre d'échange des valeurs culturelles marqué par plusieurs manifestations dont des conférences-débats.



C'est une initiative du ministère des Affaires Étrangères, de la Coopération et de l'Intégration Africaine. Les activités, officiellement lancées lundi par le ministre Gilbert Bawara représentant son

collègue Robert Dussey chargé des Affaires étrangères, sont axées sur le thème « La jeunesse, un pilier pour une meilleure intégration ».

L'objectif selon le ministre Bawara, est de mettre en relief tous les facteurs qui peuvent contribuer à renforcer l'intégration économique à la fois au niveau sous régional et au niveau continental et créer davantage d'opportunités pour les jeunes qui doivent pouvoir travailler aussi bien au Togo

qu'ailleurs.

« Il y a beaucoup qui ont choisi de vivre dans notre pays et qui contribuent à la vie économique et culturelle du pays. Nous voulons qu'ils se sentent au Togo comme chez eux bien entendu en respectant les lois de la République », a-t-il ajouté tout en souhaitant que tout soit mis en œuvre afin qu'au niveau du continent, le passeport africain instauré devienne une réalité afin que la mobilité des personnes et des biens soit plus renforcée en faveur de l'éclosion du commerce et de l'économie.

Au cours de cette semaine de l'intégration, un accent particulier sera mis sur les facteurs d'intégration notamment la fraternité, la promotion de la paix et de la solidarité, l'acceptation de l'autre, le développement économique et la construction d'infrastructures d'intégration. Il s'agit aussi de permettre à ces différentes communautés africaines au Togo de s'approprier les textes de l'Union Africaine (UA).

Les activités de cette semaine de l'intégration se poursuivent ce mercredi avec une cérémonie de dégustation de mets et de présentation d'œuvres artistiques dans des stands aménagés à cet effet dans l'enceinte du ministère des Affaires étrangères à Lomé. Egalement au programme, des danses traditionnelles des différentes communautés.

David



Togo/ Evaluation de la performance des réformes dans les ministères et institutions

La 14^{ème} revue de mise en œuvre des réformes économiques élaborées par les différents départements ministériels et institutions de l'Etat est au centre d'un atelier ouvert ce mardi à Lomé. Organisée par le ministère de l'Economie et des finances, il s'agit d'une revue annuelle de performance qui permettra non seulement d'évaluer la performance des réformes à fin décembre 2016, mais aussi d'identifier les forces et faiblesses et de proposer des réformes et des indicateurs pertinents pour les trois prochaines années.



La stratégie des réformes, adoptée par décret depuis septembre 2010, prévoit deux (02) revues chaque année en vue d'évaluer la performance au sein des départements ministériels et autres institutions de l'Etat.

Pour cette 14^{ème} revue, il s'agit également de valider la matrice

unifiée des réformes pour la période 2017-2019 et le Plan de Travail et Budget Annuel (PTBA) 2017 des réformes dans ces

différents ministères et institutions.

Le ministre Kossi Assimaïdou en charge de la planification du développement, explique que l'identification, la formulation, la mise en œuvre et le suivi des réformes de qualité dans le cadre des ministères et institutions de la République sont une nécessité pour assainir l'environnement des affaires du pays et garantir les conditions pour plus de dynamisme dans la réalisation de l'activité économique et l'amélioration du bien-être des populations.

« C'est par les réformes que nous pouvons améliorer notre gouvernance quotidienne des affaires publiques et privées en acceptant de changer nos anciennes habitudes par de nouvelles », a-t-il précisé à l'ouverture des travaux auxquels participent également les partenaires techniques et financiers qui, par la voix de leur porte-parole Nicolas Berlanga Martinez, ont réaffirmé leur engagement à accompagner le Togo dans ce processus.

Cette revue est également l'occasion pour les participants de s'approprier la nouvelle méthode d'évaluation de la performance des réformes par la valeur acquise, un système de gestion qui combine l'échéance de réalisation des résultats et les coûts y afférents.

Le Togo s'est inscrit dans une approche de gestion qui met la satisfaction des citoyens au premier plan de l'action publique. Cette satisfaction sera mesurée par des indicateurs de performance affectés à chaque responsable de programme. Il y a une semaine, les premiers responsables des départements ministériels de même que le secteur privé et les organisations de la société civile étaient conviés à un séminaire gouvernemental autour du thème « *Transformer la gouvernance et l'administration publique au Togo pour la mise en œuvre de l'agenda 2030 pour le développement durable* ».

Cris DADA



Togo/ Place à l'optimisation des recettes fiscales !

Le 32^{ème} colloque international des pays membres du Centre de Rencontres et d'Etudes des Dirigeants des Administrations fiscales (CREDAF) s'est ouvert ce lundi à Lomé. Objectif, parvenir à identifier les meilleures stratégies et actions pour une efficacité dans la mobilisation des recettes fiscales face à un contexte international marqué par une crise généralisée et la rareté des ressources externes.



Les travaux sont en effet axés sur le thème « *La mobilisation des recettes fiscales : quelles actions pour une administration fiscale plus efficace ?* ». Il s'agira pour les délégués, d'échanger les expériences et les bonnes pratiques et rechercher les voies et moyens

d'améliorer l'efficacité des administrations fiscales des pays membres. Un exercice qui passe par l'analyse des difficultés et préoccupations auxquelles les administrations fiscales font face, en vue de dégager des pistes de réflexion et les réponses appropriées.

Ce colloque sera également l'occasion d'aborder les

problématiques relatives aux enjeux d'un élargissement de l'assiette fiscale, avec des sous thèmes liés à la fiscalisation du secteur informel, la fiscalité foncière, et l'amélioration des performances fiscales entre autres.

Selon le secrétaire général du CREDAF, la rencontre de Lomé s'inscrit dans le cadre du prolongement du Programme d'action d'Addis-Abeba et des Objectifs du Développement Durable (ODD) adoptés en 2015 par la communauté internationale.

Pour Didier CORNILLET, la mobilisation des recettes notamment à travers la maîtrise des bases fiscales, est une priorité pour toutes les administrations fiscales du CREDAF. *« L'amélioration de la gouvernance des finances publiques apparaît comme un impératif pour faire face aux enjeux du développement socioéconomique. Celle-ci passe par une politique budgétaire saine et efficace se traduisant par une mobilisation accrue et sécurisée des recettes publiques et une utilisation rationnelle des ressources de l'Etat »*, a-t-il ajouté.

Le ministre Kossi ASSIMAÏDOU en charge de la planification du développement a souligné à l'ouverture des travaux, l'initiative togolaise pour une meilleure mobilisation des recettes fiscale traduite par la mise en place de l'Office Togolais des Recettes (OTR), une institution intégrant les deux anciennes régies financières notamment la douane et les impôts. *« L'objectif de la réforme répond au souci de rendre moderne les procédures et méthodes de collecte des recettes dans un cadre de partenariat, de facilitation et d'une véritable administration de service »*, a-t-il expliqué.

Le colloque est couplé des consultations régionales sur la mobilisation des ressources intérieures publiques pour le financement du développement, organisées par le Groupe de la Banque mondiale en collaboration avec le Ministère français des affaires étrangères et du développement international. Ces consultations ont pour objet de recueillir les priorités

nationales et régionales des pays membres du CREDAF, en vue de leur intégration dans la programmation des axes de travail en matière d'assistance technique pour les prochaines années.

Il faut rappeler que le CREDAF est une association francophone non gouvernementale qui regroupe les premiers responsables des administrations fiscales de 30 pays répartis sur 4 continents.

Cris DADA



Riyad/ Un partenariat plus renforcé contre le terrorisme

Le Sommet Islamique arabo-américain a pris fin dimanche à Riyad en Arabie Saoudite sur une note de satisfaction avec l'établissement d'un nouveau partenariat plus renforcé pour mieux faire face au terrorisme et à l'extrémisme. Ce sommet auquel a pris part le Chef de l'Etat togolais Faure Gnassingbé aux côtés des dirigeants et représentants de 55 États arabes et islamiques, s'est achevé sur une importante décision : la création d'un Centre international de lutte contre l'extrémisme.

A la fin des travaux également marqués par la participation du Président américain Donald Trump, le sommet a annoncé la construction d'un partenariat étroit entre les dirigeants des pays arabes et islamiques et les États-Unis pour lutter contre

l'extrémisme et le terrorisme et à réaliser la paix, la stabilité et le développement aux niveaux régional et international.

Ce sommet avait en effet pour objectif de prôner les valeurs de tolérance en vue de renforcer la sécurité, la stabilité et la coopération au service des peuples. Il a été l'occasion pour plusieurs leaders du monde musulman de lancer un appel en faveur de la mutualisation des efforts en vue d'« assécher toutes les sources de financement du terrorisme ».

Le Président américain y a saisi l'occasion pour lancer un appel à l'unité dans la lutte contre le terrorisme. « *Il s'agit d'une bataille entre des criminels barbares qui cherchent à éradiquer la vie humaine et des gens biens de toutes les confessions qui cherchent à la protéger* », a souligné Donald Trump. « *Nous ne pouvons vaincre ce mal que si les forces du bien sont unies et fortes* », a-t-il ajouté.

✘ Le Togo a également pour sa part réaffirmé sa position quant à la lutte contre le terrorisme dans le monde et particulièrement dans la sous-région ouest africaine. Pour éradiquer les origines de ce fléau, Faure Gnassingbé a notamment au cours de cette rencontre de haut niveau, encouragé le développement économique, la résolution rapide des crises humanitaires, la coexistence pacifique, et le dialogue interculturel et religieux.

La participation du Togo à ce Sommet témoigne encore une fois de l'engagement du pays en matière de lutte contre le terrorisme et l'extrémisme pour une coexistence pacifique des peuples à travers le monde. Le Togo fait partie de la coalition islamique antiterroriste lancée en décembre 2015 par l'Arabie Saoudite et qui comprend 34 pays d'Afrique et d'Asie. Il est également membre depuis 1997 de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), deuxième plus grande organisation intergouvernementale après les Nations unies, avec 57 Etats membres issus de 4 continents.

Il faut préciser qu'en marge du Sommet, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé s'est entretenu avec ses homologues de la sous-région ouest africaine avec au centre des échanges, le renforcement des liens de coopération et les engagements en faveur de la paix et la sécurité dans l'espace sous régional et continental.

Cris DADA

**NON
A LA
CORRUPTION**

Togo/ L'EEPT et l'Eglise méthodiste s'engagent dans la lutte contre la corruption

L'Eglise Evangélique Presbytérienne du Togo (EEPT) et l'Eglise Méthodiste du Togo (EMT) se mettent ensemble pour jouer leur partition en matière de lutte contre la corruption dans le pays. « Ne laissez pas la corruption salir votre âme : vous commettez un péché en corrompant quelqu'un ou en acceptant d'être corrompu par quelqu'un », c'est en substance, le message contenu dans une campagne de sensibilisation à l'endroit des fidèles de ces églises et de la population en générale, une campagne qui s'inscrit dans le cadre du Projet d'Accompagnement Œcuménique pour le Togo (PAOET).

« Mieux vaut un maigre salaire gagné honnêtement que de gros revenus tirés d'affaires louches », « Tu ne recevras point de

présents, car les présents aveuglent ceux qui ont les yeux ouverts et corrompent les paroles des justes » : ce sont là les dispositions bibliques contenues respectivement dans Proverbes 16, verset 8 et Exode 23 verset 8 qui ont été rappelées ce dimanche 21 Mai 2017 aux fidèles de la paroisse Agoè-Nyivé-Centre de l'EEPT dans le cadre de cette campagne de sensibilisation.

Ces fidèles ont été entretenus sur la définition de la corruption, ses différentes formes, et les manifestations. Se basant sur ces principes bibliques, les deux églises ont fait comprendre que la corruption qui se manifeste par les « dessous de table », les fraudes, l'extorsion, le favoritisme ou encore les détournements de fonds, est donc un péché et le corrompu, un esclave des biens qu'il a reçus.

Cette campagne est un coup de pouce aux initiatives du gouvernement qui a récemment procédé à la mise en place d'une Haute Autorité de Prévention de Lutte contre la Corruption et des Infractions Assimilées (HAPLUCIA), une institution qui entend faire de la lutte contre ce fléau au Togo, son cheval de bataille.

David SOKLOU



Faure Gnassingbé en Arabie Saoudite pour un nouveau partenariat contre le terrorisme

Le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé est depuis ce samedi à Riyad en Arabie Saoudite où il prend part à un Sommet islamique arabo-américain destiné à établir un nouveau partenariat contre l'extrémisme et le terrorisme dans le monde.

Plusieurs Chefs d'Etat africains de même que le Président des USA, Donald Trump prendront également part à cette rencontre internationale de haut niveau qui en outre, vise à prôner des valeurs de tolérance en vue de renforcer la sécurité, la stabilité et la coopération au service des peuples.

Faure Gnassingbé est accompagné dans ce sommet par le patron de la diplomatie togolaise Robert Dussey, le ministre Sani Yaya chargé de l'économie et des finances et l'ancien ministre de la justice, Koffi Esaw.

Ce Sommet sera pour le Togo, une nouvelle occasion pour renforcer la coopération au service de la paix et de la sécurité notamment dans la sous-région.

La Rédaction



Les bonnes pratiques pour un développement humain durable en Afrique

« Echanges de bonnes pratiques au service du développement humain durable en Afrique » : C'est la thématique au centre du 12^{ème} anniversaire de l'Initiative Nationale pour le Développement Humain (INDH) qui a pris fin vendredi à Fès au Maroc. Le Togo y a été représenté par le Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et de l'Hydraulique, Colonel Ouro-Koura AGADAZI qui a animé avec ses collègues du Ghana, du Cameroun, du Sénégal, du Gabon, du Bénin et de Sao tomé Principe, un panel sur les échanges de bonnes pratiques pour la lutte contre la pauvreté et la précarité.



humain, l'intégration des jeunes à travers la formation professionnelle et le sport.

Au cours des deux jours de travaux, les débats ont porté sur divers sous-thèmes notamment les approches pour la lutte contre la pauvreté et la précarité, la bonne gouvernance au service du développement

Dans son intervention, le ministre Ouro-Koura AGADAZI a expliqué les stratégies du Togo en matière de lutte contre la

pauvreté et la précarité, lesquelles stratégies passent par l'identification des besoins prioritaires des populations pauvres ou précaires et le choix des projets socio-économiques de développement. Ces diagnostics permettent de consulter tous les acteurs organisés en groupes socioprofessionnels pour identifier les difficultés auxquels ils sont confrontés et les propositions de solutions.

Il a également cité les interventions initiées et les mises en œuvre par le gouvernement togolais particulièrement dans le secteur agricole à travers le Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire (PNIASA).

« Ces interventions visent à faciliter l'accès des populations vulnérables aux intrants agricoles, d'élevage et de production halieutique (pisciculture), ainsi qu'aux autres facteurs de production comme les équipements, habitat des animaux, les infrastructures de stockage », a-t-il précisé.

Ces initiatives de développement ont contribué à faire baisser l'incidence de pauvreté de 6,6 points au plan national, passant de 61,7 % en 2006 à 58,7 % en 2011, puis à 55,1 % en 2015. Par ailleurs, la prévalence de la sous-alimentation qui était de 32,8 % sur la période 1990-1992 a été également réduite à 16,5 % en 2012, puis à 11,4 % en 2014 ; soit une régression de près de 20 points.

« Ces performances louables ont été saluées par la communauté internationale à travers deux (02) distinctions décernées par le FAO au Chef de l'Etat en 2013 et en 2015, en reconnaissance des efforts accomplis par le pays », a ajouté le ministre AGADAZI qui a saisi l'occasion de ce rendez-vous pour exprimer sa reconnaissance au Président Directeur Général de l'Office Chérifien du Phosphate (OCP), un partenaire clé de la modernisation de l'agriculture togolaise.

Cris DADA